



Profitions des nouvelles croissances du monde **UNE NOUVELLE BOUSSOLE POUR L'ECONOMIE**

Si l'Europe peine à sortir de la crise des dettes souveraines, il existe une crise spécifique à la France, antérieure à la crise de 2008. **Nous sommes arrivés au terme d'un modèle négligeant la production**, développant à crédit la consommation et la redistribution, soutenant l'emploi public (22,9% des salariés contre 11,1% en Allemagne) et l'emploi dans les secteurs protégés de la concurrence mondiale, les fameux emplois non délocalisables. Le choc fiscal récent ne fait que hâter l'effondrement de notre modèle existant en sapant, par ce surcroît de prélèvements, les derniers ressorts de la croissance du pays. En 2014, les défaillances d'entreprises seront à nouveau proches du pic atteint en 2009 au plus fort de la crise.

Cette situation résulte de l'inadaptation de notre gouvernance à la mondialisation car nous multiplions les idées fausses sur les évolutions du monde, l'économie et les entreprises.

1. La France présente des difficultés à produire des biens et services échangeables.

Nous ne produisons pas plus de produits manufacturés qu'en 1996 alors que notre consommation de ces biens a augmenté de plus de 60%. Notre secteur industriel n'a cessé de régresser depuis 2000 et figure parmi les plus faibles de l'Union européenne en termes de poids dans la valeur ajoutée. Notre désindustrialisation génère un déficit commercial en augmentation constante ; il est devenu structurel. Ce déficit commercial génère le déficit des comptes publics (par la réduction des recettes fiscales, l'augmentation des charges de redistribution et la désertification des territoires). **Du fait de la faible part de l'industrie dans notre production de richesse, notre croissance potentielle se situe désormais entre 0,5 et 0,8% alors que le financement de notre modèle social nécessite une croissance supérieure à 2%.** La croissance réelle ne peut guère dépasser ce niveau, à moins de la doper par l'endettement... stratégie que nous mettons en œuvre depuis 20 ans mais qui arrive à son terme du fait de notre surendettement.

2. D'où vient cette difficulté à produire ?

- **Les prélèvements et la fiscalité obèrent la compétitivité des entreprises confrontées à la concurrence internationale et découragent l'investissement.** Les entreprises françaises subissent le taux de prélèvements le plus élevé de l'OCDE. En réalité, nos entreprises paieraient 140 milliards d'euros de charges en moins si elles étaient situées en Allemagne. Cette différence avec l'Allemagne s'explique principalement par le choix français de faire reposer la dérive de la dépense publique par une taxation du capital deux fois plus élevée.
- **La crise de notre système d'éducation et de formation qui ne parvient pas à fournir les compétences dont ont besoin les entreprises.** 65,5% des Français ne connaissent aucune difficulté de lecture. 120 000 jeunes quittent l'école chaque année sans diplôme. De plus, le système français de formation allie coût élevé (32 milliards d'euros par an) et inefficacité.

- **Les politiques de l'emploi à courte vue qui privilégient les secteurs abrités de la concurrence internationale.** Des politiques de réduction de charges pour les basses qualifications ont été menées depuis 15 ans. Aujourd'hui, cette stratégie d'allègement du coût du travail représente 42,5 milliards d'euros. Conséquences : la baisse de la productivité ainsi que le mode de financement de ces charges pénalisent les entreprises les plus productives.
- **Une dépense sociale et une redistribution hors de contrôle affaiblissent le niveau de compétence et d'activité de notre population.** La France c'est 15% de la dépense sociale mondiale pour 3,7% de la production mondiale et 1% de la population du monde. Notre système de redistribution se caractérise par l'opacité qui résulte de son foisonnement.
- **Notre marché du travail est destiné aux « insiders ».** Notre politique de protection des travailleurs en poste fait de la France, avec l'Italie, le seul pays où on observe une corrélation positive entre le taux de chômage et le niveau des salaires. Par ailleurs, les hausses de salaires risquent d'annihiler les baisses de charges salariales.
- **Notre gouvernance est inadaptée à la mondialisation.** Nous multiplions les idées fausses sur l'économie (entreprises et investisseurs perçus au mieux comme un mal nécessaire ou au pire comme une menace). Cette coupure avec l'économie est renforcée par notre système administratif négligeant l'efficacité économique et la production.

3. Changeons de modèle économique et social en l'adaptant à l'économie de marché, aux réalités de la mondialisation et à l'évolution des technologies.

- **Réduisons les prélèvements sur la création de richesse** en supprimant d'abord les principales anomalies qui pèsent sur les facteurs de croissance en général et sur l'industrie en particulier. Il s'agirait d'alléger les impôts sur la production, clarifier le CICE et autres allègements de charge, ramener le taux de l'IS à 25%, etc.
- **Rehaussons notre niveau de compétences** en privilégiant la maîtrise des fondamentaux à l'école. Redynamisons nos universités et révolutionnons la formation continue.
- **Ouvrons notre marché du travail** par la flexibilisation du SMIC et par une politique facilitant le recrutement.
- **Faisons un effort radical de simplification.** La sur-règlementation engendre des coûts pour les entreprises. La législation doit être pensée en fonction des enjeux économiques que la France doit affronter.

Pour restaurer le dynamisme de notre économie, **nous devons apprendre à ne plus craindre le monde et à nous réconcilier avec l'entreprise**, qui, seule, produit des richesses et génère de l'emploi. **Les Français sont prêts à ces évolutions, et en particulier les jeunes qui y voient de formidables opportunités.** Bref, toutes les conditions sont réunies pour faire de notre pays le plus prospère d'Europe et pour redonner aux Français confiance dans leur avenir.